

## **BGer 5A\_923/2022 vom 24. Februar 2023**

Bundesgericht, 2023-02-24, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bger\\_5A\\_923\\_2022](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bger_5A_923_2022)

FR: TF 5A\_923/2022 du 24 février 2023

IT: TF 5A\_923/2022 del 24 febbraio 2023

### **Volltext**

Bundesgericht

Tribunal fédéral

Tribunale federale

Tribunal federal

5A\_923/2022

Arrêt du 24 février 2023

Ile Cour de droit civil

Composition

M. le Juge fédéral Herrmann, Président.

Greffière : Mme Hildbrand.

Participants à la procédure

A.\_\_\_\_\_ SA,

recourante,

contre

Etat de Vaud,

représenté par l'Office d'impôt des Personnes Morales, rue du Nord 1, 1400  
Yverdon-les-Bains,

intimé.

Objet

mainlevée définitive de l'opposition,

recours contre l'arrêt de la Cour des poursuites et faillites du Tribunal cantonal du canton de  
Vaud du 26 octobre 2022 (KC22.018747-221141 186).

Vu :

le recours en matière civile formé le 26 novembre 2022 par A.\_\_\_\_\_ SA contre l'arrêt  
rendu le 26 octobre 2022 par la Cour des poursuites et faillites du Tribunal cantonal du  
canton de Vaud dans la cause l'opposant à l'État de Vaud, représenté par l'Office d'impôt  
des Personnes Morales (procédure de mainlevée définitive de l'opposition formée par la  
recourante à la poursuite n° xxx de l'Office des poursuites du district de U.\_\_\_\_\_);

l'ordonnance du 2 décembre 2022 invitant la recourante à verser une avance de frais de 500 fr. jusqu'au 3 janvier 2023 adressée par acte judiciaire;

le suivi " Track&Trace " de la Poste suisse selon lequel l'acte judiciaire précité a été remis à la recourante le 10 décembre 2022;

l'ordonnance du 9 janvier 2023 impartissant un délai supplémentaire non prolongeable au 20 janvier 2023 pour payer l'avance de frais requise adressée par acte judiciaire à la recourante à l'adresse à V.\_\_\_\_\_ indiquée sur son mémoire de recours et retournée au Tribunal de céans par la Poste suisse le 11 janvier 2023 avec la mention "le destinataire est introuvable à l'adresse indiquée";

l'avis de la Caisse du Tribunal fédéral du 24 janvier 2023 constatant que l'avance de frais n'a été ni payée, ni créditée sur son compte postal et qu'aucune attestation de débit d'un compte postal ou bancaire ne lui est parvenue à ce jour;

considérant :

que, vu ce qui précède, le présent recours doit être déclaré irrecevable par voie de procédure simplifiée ( art. 108 al. 1 let. a LTF , en lien avec l' art. 63 al. 2 LTF );

que les frais incombent à la recourante ( art. 66 al. 1 LTF ).

par ces motifs, le Président prononce :

1.

Le recours est irrecevable.

2.

Les frais judiciaires, arrêtés à 200 fr., sont mis à la charge de la recourante.

3.

Le présent arrêt est communiqué aux parties et à la Cour des poursuites et faillites du Tribunal cantonal du canton de Vaud.

Lausanne, le 24 février 2023

Au nom de la IIe Cour de droit civil

du Tribunal fédéral suisse

Le Président : Herrmann

La Greffière : Hildbrand

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.